

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
Il est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT :
Pour Roubaix, 25 francs par an.
Six mois, 15 francs.
Trois mois, 7 50 francs.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, Grande-Rue, 55.

On rend compte des ouvrages dont on a reçu deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFITTE, BULLIER et C^o, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS LAFFITTE, BULLIER et C^o, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

Roubaix, 17 mai 1864.

BULLETIN.

Les journaux anglais se bornent, depuis quelques jours, à publier des détails peu intéressants sur la conférence de Londres. Le secret des délibérations est jusqu'ici parfaitement gardé. Parmi les bruits qui ont transpiré sur ce qui s'est dit dans la dernière réunion nous citerons les révélations plus ou moins autorisées que fait une lettre de Londres adressée à l'Agence Havas :

Les renseignements recueillis sur la marche de la conférence ne sont pas encourageants. La Prusse émet des prétentions de plus en plus exorbitantes ; l'Autriche n'ose pas s'en séparer ; la Russie tient à ménager les deux grandes puissances allemandes à cause de la Pologne ; la France, avant de prendre une détermination définitive, demande à notre gouvernement de fixer un programme pratique ; notre gouvernement hésite toujours. Il y a lieu de penser que le Danemark perdra les duchés. Mais il paraît être certain que si la France reprenait ses limites naturelles sur le Rhin, l'Angleterre l'applaudirait, loin de protester.

La réforme électorale préoccupe vivement les esprits en Angleterre. M. Gladstone a déclaré en plein Parlement qu'il est souverainement injuste de refuser les droits politiques aux quarante-neuf-cinquantièmes de la population ouvrière et qu'il est urgent de rendre au peuple anglais la justice qui lui est due. — Le discours de M. Gladstone a produit une grande sensation. Un conseil de cabinet a en été la conséquence immédiate et l'on parle d'une crise ministérielle.

Des correspondances particulières constatent que malgré la suspension d'armes les Prussiens se livrent, dans le Jutland, à d'abominables excès. Le pillage et l'incendie sont à l'ordre du jour. Les dépêches reçues de Copenhague confirment ces détails.

La Chambre moldo-valaque vient d'être congédiée par le prince Couza. Ce coup

d'Etat, qui était prévu depuis assez longtemps, a produit sur les populations roumaines une impression qui ne laisse aucun doute sur ses dispositions qui sont toutes favorables à une réforme électorale jugée depuis longtemps nécessaire. C'est le suffrage universel qui prononcera définitivement sur cette réforme ainsi que sur les modifications à apporter à la constitution des Principautés Unies du Danube.

La tranquillité n'a cessé de régner dans la ville de Bucharest, malgré l'émotion produite par l'intervention de la force publique pour empêcher la Chambre dissoute de délibérer sur une motion de blâme contre le gouvernement.

J. REBOUX.

On lit dans la partie non-officielle du *Moniteur de l'Algérie* :

Alger, le 10 mai 1864.

Des nouvelles du général Deligny, datées du 8 mai, de Reneg-Souk, sur l'Ouen-Sidi-Nasseur, font connaître que la veille, en se portant sur ce point, il avait fait refluer devant lui les masses de populations insoumises. — Il était en communication, par la suite des opérations, avec le général Liébert, qui, le 7, avait atteint Taguin.

L'insurrection se trouve donc, dès à présent, éteinte du Tell et circonscrite dans un triangle dont le Djebel-Amour marque le centre, et dont les trois colonnes des généraux : Yusuf à Laghouat, Deligny à Reneg-Souk et Liébert à Taguin, sont les sommets mobiles.

Les tribus fidèles des hauts plateaux renouaient à la confiance et se montrent empressées de prêter un concours efficace à la répression, en fournissant à nos colonnes d'ardents éclaireurs.

Nous extrayons d'une lettre, datée d'Oran, 3 mai, les détails suivants sur le premier combat livré aux insurgés du sud de la province :

Le 26 avril, vers sept heures et demie du matin, la colonne expéditionnaire commandée par le général Martineau Deschez se trouva en présence des Arabes à Saint-Laghta, à environ 480 kilomètres d'Oran. Le général fit porter le 1^{er} escadron du 2^e régiment de chasseurs d'Afrique à la droite du bataillon de zouaves

qui était en avant du comte. Le 6^e escadron, les chasseurs de France et les spahis se placèrent à l'extrême droite. Quelques instants après, les Arabes arrivant sur la gauche et faisant mine de tourner le convoi, le général donna l'ordre au 1^{er} escadron de charger. Au moment où celui-ci aborda l'ennemi, il fut repoussé par une fusillade à bout portant. Les Arabes, loin de tourner le dos, ont tenu ferme. Les hommes de l'escadron n'étaient que 28, tandis que les cavaliers arabes, au nombre de 7 à 800, avaient derrière leur profonde colonne une masse plus profonde encore d'infanterie. Le lieutenant Delaperrière, en tête du premier peloton à côté du capitaine Villatte, commandant l'escadron est tombé criblé de balles et de coups de sabre. Avec lui sont tombés les marcheurs-désolés Morel, Choussy, Adde, Roure. Les zouaves et l'infanterie sont arrivés pour soutenir les chasseurs et leurs communs efforts ont réussi à repousser les Arabes en leur faisant essayer des pertes considérables. Le corps du lieutenant Delaperrière, enlevé sur le lieu du combat par le chasseur Lelarge du 6^e escadron, a été porté jusqu'à Geryville, où, le 28, les honneurs funèbres ont été rendus à cet excellent officier, aimé et estimé de tous, chefs, camarades et inférieurs.

On lit dans le *Courrier du Dimanche* :
D'après des renseignements qui nous sont transmis par notre correspondant de Vienne, on se préoccuperait assez sérieusement, dans les régions politiques de cette capitale, des velléités d'annexion qui se manifestent, sinon dans le gouvernement, du moins dans la population prussienne, relativement aux duchés de l'Elbe.

L'Autriche, nous écrit-on, se montre naturellement peu disposée à favoriser de semblables tendances, et si elle va jusqu'à admettre le système de l'union personnelle, elle ne saurait se prêter à un démembrement de la monarchie danubienne.

Dans l'état actuel des choses, il semble peu probable, toujours d'après notre correspondant, que les cabinets de Vienne et de Berlin puissent présenter à la conférence un programme commun, comme il en avait été question.

On suppose que le plénipotentiaire de l'Autriche se bornera à examiner les diverses opinions qui se produiront au sein de la conférence, et à tâcher d'en faire sortir la solution la plus favorable à la paix générale.

Dans le cas où ces efforts seraient infructueux, alors seulement l'Autriche présenterait son programme, avec ou sans l'adhésion de la Prusse.

Lorsque, pendant la semaine sainte, dit le *Mémorial diplomatique*, la santé de Pie IX donnait de sérieuses inquiétudes, le gouvernement italien s'empressa d'appeler l'attention du gouvernement français sur l'éventualité de la mort du Pape, et le pressa de concerter avec lui les mesures propres à assurer la complète liberté des délibérations du futur conclave.

La réponse du gouvernement français fut aussi nette que possible. Il fit savoir au cabinet de Turin que les motifs qui l'engageaient à maintenir un corps d'occupation à Rome ne disparaîtraient pas à la mort du Pape actuel, et que la protection due aux intérêts catholiques par la France imposait d'avance à celle-ci le devoir de garantir au futur conclave la complète liberté de ses délibérations ; qu'en conséquence, le gouvernement de l'Empereur se croyait assez fort pour assurer ce résultat et déclina l'offre du cabinet de Turin d'y concourir.

Nous apprenons que le gouvernement français ne s'est pas contenté de faire connaître à Turin ses intentions à cet égard, mais qu'il a chargé M. le comte de Sartiges, notre ambassadeur à Rome, de les communiquer à S. S. Pie IX.

On lit dans l'*Epoca* de Madrid :
Le gouvernement espagnol n'est pas indifférent aux complications qui peuvent venir de Rome. Aussi prépare-t-il le terrain diplomatique pour une action commune avec l'Europe catholique en vue des éventualités de l'avenir.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

L'Agence Havas nous communique les dépêches télégraphiques suivantes :

Copenhague, 14 mai.
Le *Dagbladet* dit que, malgré la suspension d'armes, les prussiens continuent leurs exactions dans le Jutland. Ils ont encore fait du pillage le 13 et le 14, à Aarhus, et le 12 à Randers.

Copenhague, 15 mai.
L'escadre danoise de la mer du Nord est arrivée aujourd'hui à midi. Elle n'a subi aucune avarie. La population lui a fait un accueil enthousiaste. Le roi s'est rendu à bord des vaisseaux.

Altona, 15 mai, soir.
Le duc Frédéric d'Augustenbourg a fait

ici, ce soir, à 4 heures et demie, une entrée véritablement triomphale, aux acclamations d'une foule immense.

Marseille, 15 mai.
Le *Saïd* des messageries impériales, faisant la correspondance d'Alexandrie à Marseille pour le service de l'Indo-Chine, est arrivé ici avec 200 passagers.

Bucarest, 15 mai.
La loi électorale et un article additionnel à la convention ont été proclamés par le prince Couza.
La nation est invitée à voter par oui ou par non sur ces dispositions.
La tranquillité est parfaite.
L'opinion publique se montre très favorable à la politique du prince.

Suez, 15 mai.
On mande de Calcutta, le 28 avril : Ashley-Eden, envoyé britannique dans le Bontan, a été insulté par les chefs hindous, puis emprisonné, enfin, obligé de signer un traité cédant au Bontan la province anglaise d'Assam.

Bucarest, 16 mai.
Le prince Couza a publié quatre proclamations.
La première, adressée au peuple roumain, expose la conduite du souverain et de son gouvernement.
La deuxième est un appel à la fidélité de l'armée.
La troisième s'adresse au peuple, elle annonce que le pays votera du 12 au 24 mai.

La quatrième contient les termes du nouveau statut que le Prince soumet à l'acceptation au pays.

Bucarest, 16 mai, midi.
Un calme absolu règne dans le pays. Les mesures du prince Couza ne rencontrent aucune opposition. Il n'y a pas eu le moindre rassemblement. Le prince s'est promené hier tout seul au milieu de la foule. Il a été partout chaleureusement acclamé.

Londres, 16 mai.
Le correspondant particulier du *Times*, dit que la situation des armées en Virginie, ne paraît pas avoir changé, du reste le gouvernement garde un silence absolu sur tout ce qui se passe de ce côté.
Le général Banks a battu en retraite sur Alexandria, à 100 milles de distance. Les dépêches des confédérés évaluent la perte de Banks à 8,000 hommes. Les fédéraux avouent 5,000 hommes mis hors de combat.

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

DU 18 MAI 1864.

— N° 38. —

BLEND A

CHAPITRE XXXVIII.

« Cousin Jean, cousin Jean, regardez donc de ce côté ! » s'écria Blenda. Si quelque chose peut vous arracher à cette maussade préoccupation, ce sera l'aspect de ce charmant séjour ; je suis sûre que le paradis terrestre n'était pas plus beau ! — Cette contrée vous plaît donc beaucoup, mon aimable petite cousine ? — Oh ! infiniment... Voyez cette eau limpide et transparente, semée de jolis îlots boisés, qu'on dirait prêts à lever l'ancre dès que le vent enflera leurs voiles vertes... Ah ! et cette petite chaloupe dans les roseaux !... et ce bois sombre et ces grandes prairies à la verdure si tendre !... puis, là dans le fond sur ce promontoire,

cette belle maison gris-perle avec un véritable mur de rochers comme ceux des vieux donjons... Mère, reveille-toi ! Oh ! arrêtons-nous ici, puisque nous allons à l'aventure et que nous pouvons faire halte où bon nous semble !

— C'était mon intention dans tous les cas, répliqua cousin Jean. Suivez la direction de ma main, cousine, et vous apercevrez dans le lointain, à gauche, un petit pavillon. J'y ai commandé notre dîner, car cet endroit est réellement l'un des plus poétiques des beaux environs de Stockholm.

Blenda battit des mains avec ravissement et M^{me} Emerence se frotta les yeux pour poursuivre, éveillée, le beau rêve qu'elle avait commencé dans son sommeil.

La voiture s'arrêta à l'entrée du parc. — A qui appartient cette ravissante propriété ? demanda Blenda, en parcourant les allées enbaumées avec le cousin Jean, qui avait repris un air de contentement et de gaieté.

— Elle appartient ou elle appartenait tout récemment encore — je ne sais trop lequel des deux — à un colonel. Pour le moment, elle n'est occupée que par l'inspecteur, un de mes amis. Ce sentier qui serpente au bord de l'eau n'est-il pas d'une beauté remarquable ?

— Tout est superbe. Mais le pavillon se cache comme un château enchanté !

— Il est pour ainsi dire suspendu entre deux rochers énormes qui empêchent de l'apercevoir de ce côté-ci.

Enfin on les atteignit, ces rochers, et l'on trouva pratiquées à leur flanc des marches qui conduisaient au petit pavillon.

En y entrant, Blenda eût tout à coup le souvenir le plus vif d'un vieux conte qui

l'avait souvent charmée dans son enfance, celui de la Nappe magique qui, dès qu'on l'étendait sur une table, se couvrait aussitôt d'une myriade merveilleuse des mets les plus exquis.

Mais, quelque séduisante que fût la table enchantée, Blenda se sentit bien plus ravie encore lorsque, à l'aide d'une lunette d'approche placée à l'une des fenêtres, elle découvrit une étendue de pays que la vue avait peine à embrasser.

Quant à la pauvre madame Emerence, elle faillit s'évanouir en n'apercevant que trois couverts.

En proie à un sombre et muet désespoir, elle se laissa tomber sur le moelleux divan qui régnait autour de la pièce circulaire, et elle ne parvint que par un effort héroïque à retenir ses larmes. Peut-être l'issue du voyage allait-elle être une explication qui donnerait à Blenda et au comte le choix ou de rompre leur mystérieuse liaison, ou de se marier avec la malédiction de la noble famille.

Quelle terrible alternative !

On avait dîné, pris le café dans le parc, et l'on se mit à parler du départ.

Alors Blenda éprouva à son tour une secrète surprise, une déception de plus en plus douloureuse. Comme tout à l'heure sa mère, elle porta ses regards à droite, à gauche, devant, derrière elle ; rien, pas une âme, pas une apparition inattendue ou plutôt attendue ; il fallait donc réellement partir.

Cousin Jean demanda à ces dames si, avant de remonter en voiture, elles désiraient visiter la maison d'habitation.

Cela dépend du temps qui nous reste, répondit madame Emerence, d'un peu mauvaise humeur, pour la première fois

depuis qu'elle connaissait le comte.

— Du temps ?

— Oui, monseigneur le cousin, car j'ignore où vous avez l'intention de nous faire loger, et malgré tout l'agrément de ce voyage, je crains presque, je l'avoue, que...

— Que craignez-vous, ma bonne tante ?

— Que Patrick et Henriette ne soient mécontents — ce que je ne voudrais à aucun prix — si nous ne rentrons pas en ville assez tôt pour aller demain à leur villa, comme nous le leur avons promis positivement.

On aurait pu trouver un peu étrange que M^{me} Emerence se souvint si tard de sa promesse positive ; mais le proverbe dit : « Mieux vaut tard que jamais ; » et, commençant à soupçonner que le mariage avec le comte pourrait bien ne se conclure qu'à des conditions qui ne laisseraient rien au jeune couple, sauf le titre, notre bonne dame jugeait à propos de se retirer. Elle avait gagné cent pour cent au moins à ses propres yeux depuis qu'elle avait la certitude de pouvoir dire un jour : « Ma fille la baronne ; » elle croyait donc inutile de faire grandes façons. Il fallait qu'on vit qu'elle ne s'imposait à personne, et elle le montrait par la manière dont elle parlait du retour.

Cousin Jean répondit sans le moindre embarras :

« S'il en est ainsi, ma tante, rien n'empêche que vous soyez chez vous dès cette nuit même.

— Cette nuit ?... oh !

— Rien de plus facile, en prenant des chevaux frais. Je tiens trop au plaisir et à la satisfaction de mes invités pour opposer le moindre obstacle à leurs desirs.

— Quoi ! mère, déjà rebrousser chemin ?

s'écria Blenda, en adressant à M^{me} Emerence un regard plein de douceur, mais aussi d'émotion et de reproche.

— Je ne sais vraiment, petite, si ce n'est pas, pour ainsi dire, un devoir envers vos parents d'interrompre le voyage d'agrément si gai, si intéressant, j'ajouterais même si honorable pour nous, que messieurs le cousin a bien voulu organiser à notre intention.

Ces paroles furent accompagnées d'une foule de clins d'œil, de mouvements de tête et d'une pantomime très habile, destinée, sans nul doute, à avertir qu'il fallait se tenir sur ses gardes.

Mais tout cela échappa à Blenda, dont les yeux étaient fixés sur le comte avec une expression interrogative.

« Si nous convenons, dit-il, de ne pas aller plus loin, nous pouvons d'autant mieux passer encore une heure ici. La nuit promet d'être si belle que nous ne perdrons rien à l'attendre pour voyager.

— Soit, mon cousin ; j'approuve sans réserve cette proposition, et je suis heureuse de pouvoir accéder à votre désir.

Cousin Jean s'éloigna pour dire un mot au domestique, et Blenda en profita pour demander à sa mère :

« Au nom de Dieu, chère maman, que te prend-il ? Tu es entièrement changée !

— J'en conviens, petite.

— Mais pourquoi donc, pourquoi ?

— Parce que, mon enfant, sans pouvoir me vanter d'être dotée de la sagesse de feu ma grand-mère, j'en ai pourtant assez pour comprendre que la famille du comte refuse de l'admettre parmi ses membres ; et plutôt que de t'y voir entrer comme une malheureuse, acceptant le pain de la charité, je préfère écouter la